

RÉSUMÉ

1. La République de Moldova est un petit pays sans littoral ouvert à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. Le secteur des services domine l'économie, représentant 64% du PIB, tandis que l'agriculture continue par ailleurs de jouer un rôle important (elle représente 12% du PIB et environ 21% de l'emploi), en particulier dans les zones rurales. Les envois de fonds ont représenté près de 15% du PIB en 2021, et la population a continué de diminuer en raison de l'émigration de travailleurs relativement jeunes. La République de Moldova est dépendante des importations de combustibles fossiles (y compris le gaz, qui est également utilisé pour produire de l'électricité), tandis que les entreprises publiques continuent de jouer un rôle important dans l'économie, notamment en termes d'emploi.

2. Au cours de la période considérée, la République de Moldova a généralement connu une forte croissance jusqu'à ce que la pandémie de COVID-19 porte un coup sévère à l'économie, dont les secteurs clés des services en contact avec les clients ont été particulièrement touchés. En 2020, une grave sécheresse a également affecté le secteur agricole, réduisant la production de plus d'un quart. La croissance a repris de plus belle en 2021 pour atteindre 13,9%, grâce au secteur agricole et à l'augmentation des dépenses, et le PIB a dépassé les niveaux d'avant la pandémie. La guerre en Ukraine a assombri les perspectives pour 2022 en raison de la hausse des prix internationaux, des perturbations des chaînes de production et de l'afflux important de réfugiés ukrainiens qui ont alourdi la charge budgétaire de l'État.

3. Afin d'atténuer les répercussions économiques et sociales négatives de la pandémie, le gouvernement a pris plusieurs mesures d'atténuation, y compris certaines exonérations fiscales, un soutien aux entreprises et aux travailleurs, et des mesures liées à l'accès au financement. Les dépenses budgétaires ont augmenté en 2020, entraînant un déficit de 5,3% du PIB, bien plus élevé que les déficits modérés et stables des années précédentes. Les estimations du gouvernement et du FMI concernant le résultat budgétaire final pour 2021 diffèrent.

4. La République de Moldova maintient un régime de flottement contrôlé du taux de change compatible avec un objectif d'inflation de 5% comme ancrage nominal de la politique monétaire. L'inflation a été globalement modérée au cours de la période à l'examen, mais elle a commencé à augmenter en 2019, quand la Banque nationale de Moldova (NBM) a commencé à durcir la politique monétaire et à réduire la différence entre le ratio de réserve pour les dépôts en leu moldove (MDL), plus élevé, et le ratio pour les dépôts libellés en monnaie librement convertible, plus faible. En réponse à la pandémie de COVID-19, la NBM a abaissé le taux directeur de 5,5% au début de mars 2020 à 2,65% en novembre 2020; elle a aussi abaissé le ratio de réserve pour les dépôts libellés en MDL tout en augmentant le ratio pour ceux libellés en monnaie librement convertible. L'inflation ayant commencé à augmenter en 2021 et s'étant accélérée plus tard dans l'année, les autorités ont relevé progressivement le taux directeur, pour le porter à 15,5% en mai 2022.

5. Tout au long de la période considérée, la République de Moldova a affiché un solde négatif du compte courant. Même si elle a importé plus de biens qu'elle n'en a exporté, la balance des services, le compte du revenu primaire et le compte du revenu secondaire étaient excédentaires. Le solde négatif du compte courant a été financé principalement par les flux entrants d'"autres investissements", qui ont dominé le compte financier depuis 2016. Les exportations et les importations de marchandises et de services ont progressé au cours de la période à l'examen; elles se sont toutefois effondrées en 2020, avant de se redresser fortement en 2021.

6. Les exportations de marchandises sont dominées par les produits manufacturés (produits alimentaires et boissons, vêtements et matériel de transport) et les produits agricoles, tandis que les principaux articles d'importation sont les biens de capital (équipements) et d'autres intrants (énergie et produits chimiques). Les services de transport, de voyage, de télécommunication, d'informatique et d'information représentent près de 70% des exportations de services, tandis que les services de transport et de voyage représentent pour leur part les deux tiers des importations de services. Les États membres de l'UE (UE-27) sont de loin les principaux partenaires commerciaux de la République de Moldova ainsi que les principaux investisseurs étrangers.

7. En 2018, le Parlement a approuvé une nouvelle stratégie de développement, Moldova 2030 (en remplacement d'une stratégie antérieure), qui met l'accent sur le développement durable et inclusif, le renforcement du capital humain et social, la réforme institutionnelle et la garantie de certains droits fondamentaux pour les citoyens. Les politiques commerciales et liées au commerce de la République de Moldova visent à tirer parti de sa situation géographique et, à terme, à assurer

une intégration économique plus étroite avec ses voisins de l'ouest (l'Union européenne), tout en maintenant des relations commerciales préférentielles avec ses partenaires de l'est (principalement au moyen de la ZLE entre les membres de la Communauté d'États indépendants). Les plates-formes industrielles, les zones franches économiques (ZFE) et la Stratégie d'attraction des investissements et de promotion des investissements pour la période 2016-2020 visent à attirer les investissements et à accroître et diversifier structurellement les exportations.

8. L'Accord d'association République de Moldova-Union européenne, signé en juin 2014 et pleinement en vigueur depuis juillet 2016, a aussi établi la zone de libre-échange approfondi et complet (ZLEAC). L'Accord porte, entre autres, sur les biens et services (couvrant les quatre modes de fourniture), les disciplines générales de transparence, un mécanisme spécial de règlement des différends, les règles de concurrence, les instruments de défense commerciale et les marchés publics. Il prévoit un rapprochement progressif des dispositions législatives, des règles et des procédures de la République de Moldova avec celles de l'Union européenne dans un large éventail de domaines, notamment en ce qui concerne les mesures SPS, les OTC, le commerce des services, les douanes, les marchés publics, la fiscalité, l'audit, les statistiques ou le secteur de l'énergie. Il prévoit également une coopération étendue dans un certain nombre de domaines, notamment entre les autorités chargées de la réglementation et de la surveillance, afin de promouvoir la qualité et l'efficacité de la réglementation. L'Accord a fourni des orientations pour l'action politique dans des domaines couverts par le présent examen, la République de Moldova ayant continué à aligner son cadre réglementaire sur l'acquis de l'UE. En mars 2022, la République de Moldova a déposé une demande d'adhésion à l'UE. En outre, les ACR avec la Türkiye et le Royaume-Uni (signés en 2020) sont entrés en vigueur au cours de la période à l'examen, portant à 15 le nombre d'ACR en vigueur, lesquels couvrent 46 partenaires.

9. La République de Moldova est fermement attachée au système commercial multilatéral et participe activement aux discussions et aux initiatives de réforme à l'OMC, y compris les quatre initiatives liées à des déclarations conjointes et certains groupes de travail informels. Elle est partie à l'Accord sur les technologies de l'information et à l'Accord sur les marchés publics (AMP de 2012) depuis le 14 juillet 2016. Elle a ratifié l'Accord sur la facilitation des échanges (AFE) le 24 juin 2016 et a accepté le Protocole portant amendement de l'Accord sur les ADPIC en 2015. Elle a également approuvé la Déclaration de Buenos Aires sur le commerce et l'autonomisation économique des femmes. La République de Moldova a présenté sa Liste d'engagements spécifiques avant la finalisation dans le cadre de l'Initiative liée à la Déclaration conjointe sur la réglementation intérieure dans le domaine des services. Par rapport à la période antérieure à celle du présent examen, elle a considérablement intensifié ses efforts de notification, y compris dans le domaine des OTC et des mesures SPS, même si au moins cinq notifications restaient en suspens à la fin de février 2022, en particulier celles relatives à l'Accord sur l'agriculture. Au cours de la période considérée, la République de Moldova n'a été impliquée dans des affaires de règlement de différends qu'en tant que tierce partie.

10. Les réformes du cadre réglementaire ont amélioré le climat pour les investisseurs nationaux et étrangers. Ces réformes comprennent des révisions du Code civil, du Code fiscal et de l'approche en matière de réglementation de l'activité économique. Les autorités ont réduit le nombre d'activités soumises à licence, et les documents d'approbation (par exemple les autorisations ou les permis) sont généralement délivrés par voie électronique par l'intermédiaire d'un système fonctionnant comme un guichet unique. Les autorités ont également réduit le nombre d'organismes de contrôle et le nombre d'inspections en vue de diminuer les coûts réglementaires pour les entreprises tout en augmentant l'efficacité des contrôles. Des progrès ont été réalisés dans la mise en œuvre d'un programme complet de réforme de l'administration publique visant à moderniser les services publics et à améliorer l'élaboration des politiques et la gestion des finances publiques, même si certaines lacunes subsistent. En 2019, la notion de succursale de sociétés étrangères a été introduite tandis que celle de bureau de représentation a été supprimée. Un programme d'acquisition de la nationalité par l'investissement était en place entre 2018 et septembre 2020. De nouveaux mécanismes pour la conclusion d'accords d'investissement entre l'État et les investisseurs, et l'approbation préalable des investissements dans les secteurs importants pour la sécurité de l'État ont été établis.

11. Bien que le gouvernement ait mis en place une stratégie nationale en matière d'éthique et de lutte contre la corruption, des difficultés telles que celles liées à la corruption ou à la primauté du droit, continuent d'influer sur l'attractivité du climat des investissements et les conditions de l'activité des entreprises, et d'avoir une incidence négative sur la productivité des entreprises et, au final, sur leur compétitivité.

12. Le commerce électronique en République de Moldova s'est développé, en particulier pendant la pandémie, mais il reste limité par rapport à d'autres économies de la région. Depuis 2020, le gouvernement met en œuvre une feuille de route pour stimuler la numérisation de l'économie nationale et le développement du commerce électronique. Les principales conditions favorables au commerce électronique, telles que les réglementations relatives aux signatures électroniques, à la protection des données personnelles, aux règles de protection des consommateurs, ou celles qui concernent l'importation/l'exportation de petits colis, ont été mises en place. Depuis octobre 2019, les PME exportatrices peuvent utiliser le mécanisme de déclaration périodique, en présentant une seule déclaration en douane électronique pour toutes les transactions en deçà d'un certain seuil effectuées dans un délai d'un mois.

13. Les procédures et autres prescriptions douanières sont restées sensiblement les mêmes au cours de la période à l'examen, mais un nouveau Code des douanes a été adopté par le Parlement et devrait entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2023. Au cours de la période considérée, la République de Moldova a poursuivi ses efforts de facilitation des échanges. Elle a lancé un portail d'informations commerciales, introduit des procédures simplifiées telles qu'un mécanisme de déclaration périodique pour les MPME exportatrices, et amélioré le régime des opérateurs économiques agréés. Sept mesures, parmi lesquelles le guichet unique et le dédouanement accéléré, restent dans la catégorie C au titre de l'ALE et nécessitent une assistance technique pour leur mise en œuvre.

14. Toutes les lignes tarifaires sont consolidées, la différence entre les taux consolidés et les taux NPF appliqués étant généralement faible. La moyenne simple des taux consolidés est de 7,7%, alors que la moyenne simple des taux NPF appliqués est de 6,2% (inchangée par rapport à la période de l'examen précédent). La liste NPF de 2021 contient 18 fourchettes tarifaires, y compris une nouvellement introduite de 1%. La majorité des droits NPF sont assortis de taux *ad valorem* (le taux le plus élevé de 75% visant les importations de sucre), et environ 36% des lignes totales sont soumises à un taux de droit nul. Les taux appliqués dépassent les taux consolidés correspondants pour 24 lignes tarifaires. Des taux spécifiques (visant principalement les boissons alcooliques et les produits du tabac) et des taux composites ou mixtes (visant principalement la viande et les produits laitiers) s'appliquent à 414 lignes tarifaires. Des contingents tarifaires sont appliqués à certains produits agricoles et attribués dans l'ordre de présentation des demandes lors de l'enregistrement de la déclaration d'importation, sans possibilité de demande préalable de contingents. Pour bénéficier des tarifs préférentiels, il faut satisfaire à des règles d'origine préférentielles, le cumul bilatéral s'appliquant dans la plupart des cas, et le cumul diagonal étant autorisé pour les marchandises provenant de parties à la Convention régionale paneuroméditerranéenne. Aucune mesure commerciale contingente n'a été prise, imposée ou supprimée pendant la période considérée.

15. Les importations de véhicules automobiles d'occasion ne sont plus interdites depuis le 1^{er} janvier 2021, tandis que les exportations d'équipements de protection individuelle ont été temporairement interdites entre la fin mai et la mi-octobre 2020. Dans le cadre de l'état d'urgence déclaré suite au déclenchement de la guerre en Ukraine, les exportations de maïs, de sucre, de blé et de certains biens consommables et équipements médicaux sont interdites. Les licences d'importation ou d'exportation de biens soumis à des restrictions sont, en pratique, des autorisations d'exercer ces activités, et sont donc valables de un à cinq ans selon l'activité.

16. Un nouveau régime pour les résidents des parcs consacrés aux technologies de l'information (TI) a été établi en 2017, en complément d'autres plates-formes d'investissement telles que les ZFE et les parcs industriels. Le nombre de résidents dans le parc consacré aux TI mis en place en 2017 est passé à plus de 1 000, les entreprises générant au moins 70% de leur chiffre d'affaires à partir d'activités essentiellement liées aux TI. Pendant la période considérée, l'utilisation des ZFE par les investisseurs nationaux et étrangers a continué d'augmenter, tandis que l'investissement et l'emploi ont plus que doublé et la production et les exportations totales ont plus que triplé. En 2018, une réforme du Code fiscal a introduit un taux unique de 12% pour les impôts sur les revenus des sociétés et des personnes physiques (à l'exception des ménages agricoles et des PME).

17. Au cours de la période à l'examen, les régimes moldoves relatifs aux OTC et aux mesures SPS ont été modernisés et alignés sur ceux appliqués dans l'Union européenne. Les autorités ont indiqué que plus de 85% des quelque 35 000 normes moldoves applicables ont été adoptées sur la base de normes européennes et internationales. La République de Moldova a adopté la "nouvelle approche" en matière d'administration des règlements techniques. Pour les produits visés par des règlements techniques, les certificats de conformité délivrés par des organismes de certification étrangers

accrédités sont acceptés, de même que les rapports d'essais délivrés par des laboratoires étrangers accrédités. Une nouvelle loi sur la sécurité alimentaire est entrée en vigueur en décembre 2019. Les importations de produits d'origine animale doivent provenir d'établissements agréés par l'Agence nationale de sécurité sanitaire des produits alimentaires. Les importations de produits alimentaires dont la durée de conservation restante est inférieure à la moitié de leur durée de conservation initiale sont interdites depuis le 29 février 2020, pour des raisons de sécurité alimentaire.

18. Le cadre de la politique de la concurrence reste globalement inchangé. Pour remédier aux obstacles réglementaires à la concurrence et aux obstacles anticoncurrentiels qui sont présents dans certains secteurs de l'économie et qui ont une incidence négative sur l'activité économique, les autorités ont élaboré un programme national visant à ouvrir les secteurs économiques à la concurrence et à contrôler efficacement les aides publiques. Elles ont également déployé des efforts pour remédier aux insuffisances dans l'application de la loi en ce qui concerne les pratiques anticoncurrentielles, et environ 30 enquêtes par an ont été ouvertes au cours de la période considérée. Afin de transposer la Directive de l'UE de 2019 visant à mieux assurer le respect des règles en matière de concurrence, les autorités ont élaboré un projet de loi. Un certain nombre de produits et de services restent soumis à des prix réglementés.

19. Les entreprises publiques continuent de jouer un rôle important dans l'économie, bien que leur nombre ait diminué au cours de la période à l'examen, les autorités ayant poursuivi la privatisation des actifs de l'État, y compris Air Moldova. Les entreprises publiques sont généralement concentrées dans un certain nombre de services fondamentaux considérés comme importants pour la compétitivité globale de l'économie; elles restent actives dans de nombreux secteurs et emploient près de 25% de la population active. Les autorités se sont efforcées de résoudre les problèmes liés à la gouvernance des entreprises publiques, à la transparence et à la divulgation d'informations. Une nouvelle loi relative aux concessions de travaux et de services a été adoptée en 2018.

20. La part des dépenses totales liées aux marchés publics visés par les engagements souscrits au titre de l'AMP de 2012 a varié entre 17,1% et 37,2% entre 2017 et 2020, après que la République de Moldova est devenue partie à l'Accord. Des réformes ont été entreprises en vue d'aligner le cadre correspondant sur celui de l'acquis de l'UE, de simplifier le système (électronique) de passation des marchés publics, de centraliser les processus de passation des marchés, de renforcer la transparence et de garantir une meilleure optimisation des ressources. La Loi sur les marchés publics (modifiée à plusieurs reprises au cours de la période à l'examen) couvre les marchés publics passés par les autorités contractantes d'un montant supérieur aux seuils nationaux, tandis qu'une loi distincte régit les marchés publics dans les domaines de l'énergie, de l'eau (et de l'assainissement), des transports et des services postaux depuis 2021. Les appels d'offres d'un montant égal ou supérieur aux seuils distincts doivent être publiés au Journal officiel de l'Union européenne. Les marchés publics d'un montant supérieur au seuil doivent tous être passés par l'intermédiaire d'un système électronique amélioré de passation des marchés publics. Depuis novembre 2020, les informations relatives aux bénéficiaires effectifs doivent être incluses dans la documentation présentée dans le cadre des appels d'offres et sont publiées pour toutes les entités signant des marchés. Il n'existe aucune préférence pour les fournisseurs locaux.

21. L'objectif principal de la République de Moldova en matière de propriété intellectuelle (PI) consiste à assurer un niveau de protection semblable à celui de l'Union européenne, y compris des moyens efficaces de faire respecter les droits. Le cadre juridique a été modifié afin d'être harmonisé avec l'acquis de l'UE, bien que ses principales caractéristiques restent inchangées. En novembre 2018, le régime de protection des secrets commerciaux a été modifié. Depuis 2020, deux nouveaux systèmes électroniques permettent l'échange de données relatives à la PI entre les organismes moldoves concernés. Depuis 2017, la coopération avec l'Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle (EUIPO) s'est intensifiée et a permis d'élargir la gamme d'outils proposés aux utilisateurs de la PI, y compris l'intégration des données sur les marques et les dessins et modèles moldoves dans les bases de données de l'UE, ainsi que l'alignement des pratiques en matière d'examen des marques et des dessins et modèles sur celles de l'Union européenne. Les indicateurs relatifs au respect des droits ont globalement augmenté au cours de la période à l'examen.

22. La production agricole, qui est dominée par les céréales et le tournesol, a augmenté au cours de la période considérée, bien que sa part dans le PIB ait diminué. En 2020, une grande sécheresse a entraîné des baisses importantes de la production agricole, en particulier pour les cultures de blé et de maïs, qui sont tombées à environ la moitié de la production moyenne des dernières années.

La production s'est plus que redressée en 2021. La République de Moldova reste un exportateur net de produits agricoles; ses exportations et importations totales ont augmenté au cours de la période à l'examen. La moyenne des droits appliqués visant les produits agricoles, qui s'élève à 13,9%, reste plus élevée que pour les produits non agricoles (4,3%); elle a légèrement augmenté depuis 2015, principalement en raison de l'introduction de droits mixtes. La République de Moldova applique des contingents tarifaires sur des lignes tarifaires liées au sucre, ainsi que des contingents tarifaires préférentiels sur certains produits agricoles. Il n'y a aucune restriction à l'investissement étranger dans le secteur agricole, bien que les ressortissants étrangers ne soient pas autorisés à acheter des terres agricoles ou forestières (ils peuvent les louer pendant 99 ans). Les réformes de la Loi sur le commerce intérieur ont introduit l'obligation, pour les commerçants (non itinérants) qui vendent certains produits alimentaires figurant sur une liste, de consacrer au moins 50% de la longueur du rayon aux produits fabriqués et/ou transformés sur le territoire de la République de Moldova.

23. Une nouvelle loi de 2016 a établi un cadre pour les subventions agricoles, reprenant les priorités en matière de modernisation du secteur agro-industriel et de développement rural énoncées dans la Stratégie pour l'agriculture et le développement rural. Les mesures de soutien sont mises en œuvre par l'intermédiaire du Fonds national pour l'agriculture et le développement rural (FNDAMR), y compris les subventions à l'investissement (principalement à un taux de base de 50% de l'investissement total), les indemnités en cas de catastrophe naturelle (en 2020) et les versements directs (pour le bétail, depuis 2021). Les subventions à l'investissement ont représenté la plus grande part des mesures de soutien, principalement en faveur des investissements visant à accroître la compétitivité par la restructuration et la modernisation. Le régime de subventions à l'assurance a été révisé en 2020. Les modifications importantes apportées au soutien agricole suite à l'introduction du FNDAMR ne sont pas encore couvertes dans la dernière notification disponible concernant le soutien interne à l'agriculture (pour l'année 2016). Les autorités indiquent avoir sollicité une assistance technique auprès du Secrétariat de l'OMC concernant la préparation et la présentation des notifications en suspens sur le soutien interne à l'agriculture.

24. La République de Moldova reste fortement dépendante des importations d'énergie, notamment de gaz naturel – qui est sa principale source d'approvisionnement énergétique – ainsi que de pétrole et de gaz naturel. L'électricité est principalement produite à partir du gaz. Une partie de l'énergie renouvelable et de l'énergie produite à partir des déchets est produite dans le pays. Afin de rapprocher sa législation de l'acquis de l'UE, la République de Moldova a introduit cinq nouvelles lois au cours de la période à l'examen et a entrepris des réformes supplémentaires, notamment dans les secteurs de l'électricité et du gaz, dans lesquels l'organisme de réglementation a approuvé les règles du marché. Les autorités ont pris des mesures destinées à séparer la fourniture et la production d'énergie de l'exploitation des réseaux de transport. Fin 2021, la fourniture d'électricité à des prix non réglementés a atteint environ 10% de la consommation, mais elle est retombée à zéro au début de l'année 2022 en raison de l'évolution de la situation économique chez le fournisseur. En mars 2022, les réseaux électriques de l'Ukraine et de la République de Moldova ont été synchronisés avec succès avec le réseau européen des gestionnaires de réseau de transport d'électricité (REGRT-E), dans le cadre de ce qui ne devait être initialement qu'un test. Les réseaux sont désormais synchronisés avec le réseau électrique d'Europe continentale, et non plus avec le réseau électrique à l'est.

25. La République de Moldova est reliée au système de gaz ukrainien qui assure le transport de toutes les importations de gaz en provenance de la Fédération de Russie, lesquelles représentent la quasi-totalité des importations nationales de gaz. Fin 2021, le secteur du gaz de la République de Moldova a connu des pénuries d'approvisionnement, le contrat de fourniture de gaz entre Moldovagaz et la compagnie russe Gazprom étant sur le point d'expirer. Les négociations relatives à un nouveau contrat de fourniture de gaz avec Gazprom se sont prolongées et ont été conclues quelques jours seulement avant l'expiration du contrat précédent, permettant la poursuite de l'approvisionnement en gaz par la voie traditionnelle.

26. Le secteur bancaire continue de dominer le secteur financier, bien que les services d'assurance et les services financiers non bancaires aient gagné en importance au cours de la période considérée. Dans le cadre de ses réponses réglementaires à la fraude bancaire de 2014-2015, la NBM a continué à réformer le cadre réglementaire dans des domaines tels que l'amélioration de la surveillance, le renforcement de la gouvernance d'entreprise, la prise en compte des grands risques, l'utilisation d'une approche en matière de surveillance fondée sur les risques et l'amélioration de la transparence des informations des banques. La République de Moldova a également entrepris des réformes additionnelles en vue de renforcer ses cadres de lutte contre le blanchiment d'argent et le

financement du terrorisme. Depuis 2018, la NBM a avancé dans la transposition progressive des normes de Bâle III dans le cadre réglementaire national. Début 2020, le système de garantie des dépôts a été élargi pour couvrir également les dépôts des personnes morales et le plafond pour tous les dépôts a été augmenté. D'importantes modifications ont été apportées au capital (structure) des banques et la part des investissements étrangers dans le capital des banques s'élevait à 86,6% à la fin de 2021. La position de solvabilité des banques reste solide.

27. Le marché de l'assurance en République de Moldova reste relativement petit, avec un taux de pénétration de 0,7% du PIB. La discrimination de la tarification des contrats d'assurance en fonction du genre est explicitement interdite depuis janvier 2017. Depuis janvier 2019, les résidents de la République de Moldova ne peuvent conclure des contrats d'assurance qu'avec des compagnies ou des succursales de compagnies étrangères enregistrées dans le pays, sauf si les assurances en question ne sont pas disponibles dans le pays. Une nouvelle loi a renforcé le cadre réglementaire des établissements financiers non bancaires, couvrant les prêts non bancaires (à l'exclusion de l'acceptation de dépôts) et les opérations de crédit-bail. La réglementation du secteur des assurances, des établissements de crédit non bancaires et des associations d'épargne et de crédit devrait être transférée de la Commission nationale des marchés financiers (NCFM) à la NBM à partir de juillet 2023. Afin d'améliorer la surveillance des conglomérats financiers et de transposer la législation pertinente de l'UE, les autorités ont établi des normes de fonds propres additionnelles pour les conglomérats financiers.

28. Les recettes annuelles totales du secteur des télécommunications, ainsi que le nombre d'abonnés, ont diminué au cours de la période à l'examen, la concentration du marché restant élevée et les prix modérés. Les modifications législatives visant à aligner la réglementation sur l'acquis de l'UE ont introduit des dispositions destinées à favoriser la concurrence, l'intégrité des réseaux, la confidentialité des données, la protection des consommateurs et la neutralité du réseau. Des réglementations relatives au partage actif et passif des infrastructures ont été introduites en 2016. L'organisme de réglementation sectoriel est chargé d'identifier les fournisseurs de réseaux ou de services de communications électroniques en position de force sur le marché, et de prendre des mesures correctives. Il surveille également les indicateurs de qualité de service et les droits connexes des consommateurs. Une taxe sur les produits de luxe de 2,5% visant les services mobiles a été supprimée à la fin de 2021. Il n'existe aucune restriction à la participation étrangère dans le secteur des télécommunications. S'agissant des services postaux, depuis septembre 2021, le transport de toutes les lettres est entièrement libéralisé, et les concurrents sont autorisés à fixer librement les tarifs de ces services.

29. La qualité des infrastructures de transport, conjuguée aux obstacles réglementaires, augmente les coûts du commerce. En 2021, 99% du fret a été transporté par camion et par train. Les transporteurs routiers de passagers et de fret doivent être établis dans le pays et obtenir une licence auprès de l'Agence au capital dans le transport routier. Les entreprises de transport transfrontières doivent également obtenir une licence auprès de l'ANTA. Les services de VTC ne sont pas autorisés en République de Moldova. Les efforts visant à moderniser le régime réglementaire des chemins de fer ont débuté en février 2022. Le régime réglementaire de l'aviation a été modernisé en 2017 et 2018, pour tenir compte de l'intégration de la République de Moldova dans l'espace aérien commun européen (EACE). La plupart des 22 accords bilatéraux sur les services aériens couvrent les droits allant jusqu'à ceux de quatrième liberté. Le transport aérien s'est considérablement développé au cours de la période à l'examen. Tous les transporteurs moldaves ont des capitaux étrangers.